

Bonjour à toutes et à tous,

Au travers de la revue *Abeilles et Fleurs* ou de notre site internet, vous avez été informés ces dernières semaines de remous au sein du Haut Conseil des Biotechnologies (HCB).

En effet, depuis plusieurs mois, nous constatons de réelles difficultés à faire entendre notre voix dans cette instance, notamment sur la question des nouvelles techniques qui conduisent à la création d'OGM. Avec les 6 organisations cosignataires du communiqué joint, nous avons tout d'abord suspendu nos travaux fin février, puis manifesté le 6 avril en marge de l'Assemblée Générale du HCB (reportée au dernier moment).

Aujourd'hui, compte-tenu des derniers développements, nous ne pouvons plus cautionner l'instrumentalisation en cours du Haut Conseil des Biotechnologies visant à légitimer une déréglementation de ces nouveaux OGM, dans le but final d'éviter les évaluations préalables de ces techniques (y compris de l'impact sur les abeilles), l'étiquetage et toute la réglementation protectrice des consommateurs et de l'environnement obtenue de haute lutte pour les OGM à la fin des années 1990. C'est pourquoi l'UNAF a pris la décision de démissionner, conjointement avec les organisations paysannes et environnementales signataires du communiqué.

Nous vous informerons très prochainement sur les actions de mobilisation qui permettent de s'opposer à ces nouveaux OGM.

Bonne lecture et bonne journée,

**Anne Furet**

Chargée de projet « Environnement de l'Abeille »

Union Nationale de l'Apiculture Française

*26, rue des Tournelles – 75004 Paris*

*Tel. Direct : 01 48 87 77 91*

*Skype : furet.anne*

[www.unaf-apiculture.info/](http://www.unaf-apiculture.info/)

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### **Nouveaux OGM : 7 associations de la société civile claquent la porte du Haut Conseil des Biotechnologies**

**Le sujet des nouveaux OGM mérite un réel débat sociétal et scientifique, impossible au sein du Haut Conseil des Biotechnologies. C'est pourquoi aujourd'hui, nos sept organisations de la société civile (Les Amis de la Terre, la Confédération paysanne, la Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique, France Nature Environnement, Greenpeace, le Réseau Semences Paysannes et l'Union Nationale de l'Apiculture Française) démissionnent conjointement de cette instance, aux mains des lobbyistes de l'agrochimie et des OGM.**

Après plusieurs mois de travaux, nos organisations font le constat amer que tout débat sur la question des nouveaux OGM est forcément tronqué au sein du HCB. Malgré de nombreux dysfonctionnements, nous avons de nombreuses fois tenté de porter la voix de la société civile en son sein. Peine perdue puisqu'aujourd'hui le HCB, avec la complicité du gouvernement français, méprise tout avis contradictoire aux intérêts de l'industrie des OGM.

#### **Censure du HCB et complicité du gouvernement**

La censure par le HCB d'un avis scientifique divergent pointant les risques des nouveaux OGM en février dernier a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Nos organisations avaient alors suspendu leurs travaux, attendant que cet avis rédigé par Yves Bertheau, directeur de recherche à l'INRA, soit enfin rendu public et transmis aux autorités françaises et européennes par le HCB. Deux mois plus tard, ce n'est toujours pas le cas et le HCB s'acharne à dissimuler toutes les données scientifiques qui remettent en cause les nouvelles techniques de modification génétique. Résultat : le gouvernement français se base sur un vrai-faux avis scientifique totalement partial, drapé d'une consultation de la société civile qui n'a jamais été menée à son terme. Ce vrai-faux avis est également sur la table de la Commission Européenne en tant que référence française.

L'enjeu est absolument crucial puisque la Commission européenne, après 8 ans de controverses sur le statut de ces nouveaux OGM, publiera prochainement une interprétation juridique, en ayant le vrai-faux avis comme référence française. C'est sur cette base qu'elle décidera de l'exclusion ou non de la réglementation OGM (directive 2001-18) de ces nouvelles techniques de modification génétique. Si elles en étaient exclues, les organismes issus de ces techniques pourraient être librement cultivés en échappant à toute évaluation, traçabilité et étiquetage OGM en Europe, avec les risques pour la santé, l'environnement, les pratiques agricoles et la sécurité alimentaire que cela engendre. Elles faciliteraient par la même occasion la brevetabilité du vivant.

Nous ne ferons pas partie de cette mascarade, qui veut nous faire croire à tous que ces nouvelles techniques de modifications génétiques ne sont que de simples mécanismes naturels de mutation. Nos organisations restent cependant prêtes à travailler dans un cadre

réellement démocratique et transparent, où les décisions ne sont pas prises avant même que les débats ne soient entamés, où les positions divergentes puissent être entendues et retransmises.

La prise en compte des demandes de la société civile relève de décisions politiques. Nos organisations continueront à se mobiliser et à alerter l'opinion publique sur ce sujet.

### **PORTES-PAROLLES :**

---

**Amis de la Terre** : Bénédicte Bonzi - 06 68 44 06 01

**Confédération paysanne** : Jean-Luc Juthier - 04 75 67 14 74

**Fédération Nationale d'Agriculture Biologique** : Daniel Evain - 06 84 06 64 38

**France Nature Environnement** : Marc Peyronnard - 04 76 45 27 95

**Greenpeace** : Anaïs Fourest - 06 25 82 83 99

**Réseau Semences Paysannes** : Patrick de Kochko - 06 17 06 62 60

**Union Nationale de l'Apiculture Française** : Jean-Marie Sirvins - 06 89 37 06 12